

CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE: LES DÉFIS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DES BIOÉNERGIES

Comité plénier: Point 5.1 de l'ordre du jour

Table ronde n° 1: Prix élevés des denrées alimentaires: Causes, conséquences et solutions possibles

Mercredi 4 juin 2008

Rapport des Coprésidents

La table ronde a été ouverte par le Président du Comité plénier, Son Excellence Monsieur Henri Djombo, Ministre de l'économie forestière de la République du Congo. Les Coprésidents étaient M. Ed Schafer, Secrétaire de l'agriculture des États-Unis d'Amérique et M. Moussa Mahaman, Ministre du développement agricole de la République du Niger.

Les intervenants étaient Mme Barbara Stocking, Directrice d'Oxfam, M. Willem-Jan Laan, Directeur, Global External Affairs, Unilever et M. Joachim von Braun, Directeur général, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. M. Hafez Ghanem, Sous-Directeur général chargé du Département économique et social de la FAO, a fait office de Secrétaire.

Les participants et les orateurs se sont penchés sur les questions ci-après:

1. Quelles sont les politiques que les gouvernements devraient adopter à court terme pour protéger les populations vulnérables contre les effets négatifs des prix des denrées alimentaires?
2. Quelles sont les meilleures façons d'améliorer la réponse des agriculteurs relative à l'offre à court terme face aux prix élevés des denrées alimentaires?
3. Quel est le degré de cohérence des mesures commerciales et autres mesures générales adoptées pour accroître les disponibilités alimentaires et/ou maintenir les prix à un faible niveau sur les marchés intérieurs avec les engagements internationaux pris au sein de l'Organisation mondiale du commerce?
4. Quelle serait la stratégie de relance de l'agriculture et de maintien de l'agriculture en bonne place à l'ordre du jour du développement même lorsque les prix commencent à se stabiliser?
5. Quel rôle pensez-vous que les biocarburants ont joué dans la hausse des prix des denrées alimentaires - ces derniers temps? Et qu'en sera-t-il à l'avenir?
6. Quelle est la forme que peut prendre une réponse internationale coordonnée aux prix élevés des denrées alimentaires?

Mme Stocking a souligné l'importance à la fois des filets de sécurité et de l'accroissement de la productivité agricole, notamment la nécessité de mener davantage de recherches afin d'améliorer les cultures pratiquées par les pauvres, l'accent étant mis sur les petits agriculteurs.

M. Laan a noté l'importance des partenariats avec le secteur privé dans la collaboration avec les agriculteurs à tous les niveaux. M. von Braun a noté que les politiques gouvernementales sont également nécessaires pour protéger les personnes vulnérables et que le commerce mondial des denrées alimentaires envisage également une réglementation/un suivi des spéculations et la mise en commun des stocks vivriers nationaux à l'échelle mondiale.

Les participants sont généralement convenus que la crise alimentaire actuelle était imputable à de nombreuses causes, décrites dans le document technique de la FAO sur la flambée des prix des denrées alimentaires (HLC/08/INF/1). Il s'agit notamment des déficits de production liés aux conditions météorologiques, de la baisse des stocks, de la hausse des prix des carburants, de la demande accrue à la fois d'aliments et de biocarburants et des restrictions à l'exportation dans certains pays.

Il a également été convenu que l'actuelle crise alimentaire nécessitait une action concertée et coordonnée prévoyant des solutions à la fois à court terme et à long terme.

À court terme, des actions immédiates sont nécessaires pour préserver le bien-être des personnes les plus exposées à la pauvreté et à la faim en fournissant un appui direct d'urgence, notamment par des filets de sécurité et une protection sociale des plus vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, à la fois dans les zones rurales et dans les villes. Des mesures de nature à renforcer la réponse de l'offre à court terme des petits agriculteurs, notamment un accès accru aux semences et aux engrais, tout en veillant à ce que la production soit efficace et durable, sont également nécessaires.

À moyen et à long termes, il a été convenu qu'un investissement accru dans l'agriculture était essentiel. Les priorités portent notamment sur l'amélioration de l'accès aux intrants, aux crédits, aux marchés, à l'amélioration des services de vulgarisation et d'information au sujet des meilleures pratiques et de la situation du marché, ainsi que l'investissement dans les infrastructures, la gestion de l'eau, la technologie et la recherche. Il a également été noté qu'un investissement accru était nécessaire, mais non suffisant; il convient d'accorder une attention particulière aux besoins des petits agriculteurs et des mesures de protection sociale destinées aux personnes les plus vulnérables et le droit à l'alimentation devraient être mis en place ou étendus et renforcés.

Les participants ont fait part de leur gratitude pour les engagements d'appui accru pris à la Conférence de haut niveau, mais il a été souligné que ces mesures devraient être bien coordonnées de façon à renforcer la mise en œuvre, l'efficacité et l'obligation rédditionnelle. Il a également été proposé que les politiques nationales soient élaborées en partenariat avec le secteur privé et la société civile, y compris les organisations d'agriculteurs.

Il y a eu une reconnaissance générale de l'importance des politiques et négociations commerciales. La façon dont le cycle de Doha s'est terminé aura des incidences importantes pour l'agriculture et les marchés de produits, ainsi que pour la sécurité alimentaire, en particulier dans les pays pauvres.

Enfin, les participants ont reconnu la nécessité de ne pas se limiter aux engagements, mais de procéder à une planification coordonnée et d'engager une action immédiate.